



Les politiques de libéralisation encouragées par l'Union européenne ont massivement introduit les logiques privées dans le fonctionnement même des services publics. L'organisation de ceux-ci est donc de moins en moins déterminée par les exigences de service public. En conséquence leur lien avec les citoyens se dégrade fortement.

Les services publics sont notre patrimoine commun à tous. Les services qu'ils offrent ne sont pas du domaine du secteur marchand, ils assurent les conditions de la citoyenneté et de l'égalité en ayant comme seul objectif l'intérêt général et non les profits. Pourtant le gouvernement et la politique libérale de l'union européenne et du FMI oeuvrent dans le sens contraire, ils organisent la casse des services publics par leurs privatisations, impliquant de facto la quête du profit en contradiction avec celle du bien commun qui devrait être leur seule préoccupation.

Le gouvernement attaque nos services publics sur tous les fronts: que ce soit au niveau du pays (la SNCF, l'énergie, l'éducation...) ou aussi au niveau des collectivités locales (l'eau, les

transports en commun de proximité, la collecte des déchets...). Au Front de gauche nous proposons d'aller dans un sens radicalement opposé et de répondre aux besoins de tous les Français, à tous les niveaux. Parce que les services publics sont la richesse de ceux qui n'ont rien et garantissent l'égalité républicaine, lors de ces élections cantonales, les 20 et 27 mars prochains, ils sont au coeur de notre programme. Nous considérons comme une priorité de développer des services publics pour toutes et tous, qui répondrons aux besoins de chacun à tous les âges de la vie.

Les services publics existants ne sont pas suffisants!

En effet cela n'est pas normal que dans la grande majorité ce soit des entreprises privées qui s'occupent de l'eau. L'eau n'est pas une marchandise, elle est indispensable à notre survie. Comme j'en ai fait la preuve dans la communauté d'agglomération des Lacs de l'Essonne, le passage en régie public de l'eau c'est possible! Nous voulons le retour en régie publique de l'eau partout, c'est pourquoi nous apporterons notre appui juridique et technique aux collectivités qui s'engagent pour un retour en gestion publique de l'eau.

Pour ceux qui sont parents, vous vous êtes sûrement rendus compte combien avoir accès aux crèches est difficile, il y a très peu de places et pas assez de structures. Pour compenser ce manque, le Département doit s'engager dans le développement d'un service public départemental de la petite enfance.

La droite attaque frontalement les services publics au prétexte qu'il n'y aurait plus d'argent dans les caisses de l'Etat : réduction des budgets, suppressions de maternités, de services hospitaliers... Pendant ce temps-là, le bouclier fiscal qui profite à quelques uns, grève considérablement le budget de l'Etat. Nous nous opposons à ces injustices sociales c'est pourquoi nous tenons à renforcer les services publics afin qu'ils soient performants et dans un souci constant de quête de l'intérêt général.

L'hôpital de Juvisy est l'illustration de cette politique libérale, en fermant la maternité cela pousse les futurs parents à avoir recours aux cliniques privées s'ils veulent pouvoir aller au plus près de chez eux. Nous refusons la casse de l'Hôpital public, notre santé ne peut pas être soumise à la loi du marché! Afin de garantir l'accès de toutes et tous aux soins remboursés en tarif 1, nous développerons les centres de santé.

Les transports sont fondamentaux, les journées sont suffisamment longues pour ne pas avoir à les rallonger dans des transports non suffisants en nombre. Nous nous fixons donc comme priorité en matière d'investissement la gare de Juvisy (une des plus utilisées d'Ile-de-France),

Dans cette même logique d'amélioration du service public, nous renforcerons les accueils en Protection Maternelle et Infantile (PMI), notamment la planification familiale, afin de mieux accompagner les futurs parents.

De plus nous considérons que le travail d'éducation est à privilégier, dans cette optique nous préférons renforcer les moyens de la prévention spécialisée avec des personnels intervenant auprès des jeunes en difficulté plutôt que de les mettre à la marge de notre société.

Au Front de Gauche nous pensons que les fonds publics, issus de nos impôts, doivent être consacrés à la poursuite de l'intérêt général. Il n'est pas acceptable qu'ils soient appropriés par des intérêts privés. L'éducation est un des piliers du service public, le Département dans la gestion des collèges doit avoir pour seul objectif de soutenir les collèges publics en finançant les équipements pédagogiques nécessaires aux options spécifiques. Dans un souci de favoriser les services publics et de défendre la laïcité, nous refusons d'accorder des aides facultatives aux collèges privés.

Notre projet global a une réelle logique de développement du service public permettant ainsi de répondre au mieux à l'intérêt général ainsi nous souhaitons reprendre en régie publique toutes les structures intervenant pour le compte du Conseil Général en matière d'aide à la personne et nous refusons de financer les services privés en concurrence avec le secteur public.

Je tiens à ce que ce projet aboutisse, c'est le sens de ma candidature. Seuls des élus portant des radicalités concrètes pourront mettre en place une réelle politique sociale et de redistribution des richesses.